

L'honneur d'Israël

ou le camp de la paix israélien

Sylviane de Wangen

Ce qu'il est convenu d'appeler en Israël «le Camp de la paix» fait de nouveau parler de lui depuis plus d'un an. Une prolifération d'organisations, de mouvements, de regroupements manifestent, débattent, écrivent à leurs dirigeants, publient des articles dans la presse ou des communiqués sous forme de publicité payante. Ils dénoncent la politique de colonisation, les violations des droits humains des Palestiniens, demandent le retrait d'Israël des territoires occupés, forment des convois humanitaires pour passer aux barrages des médicaments et des vivres vers les villes palestiniennes assiégées, empêchent pendant un jour, deux jours, trois jours, une semaine, deux semaines, les bulldozers de détruire des maisons palestiniennes... ou refusent d'aller servir dans les territoires occupés comme officiers de réserve dans des unités de combat. Ils essaient de convaincre leurs compatriotes que, dans son propre intérêt, pour sa sécurité, Israël doit changer de politique vis-à-vis des Palestiniens.

Les manifestations de Gush Shalom devant le ministère de la Sécurité intérieure à Tel-Aviv, des Femmes en noir sur la place de France à Jérusalem, de La Paix Maintenant à différents carrefours des principales villes, de Yesh Gvoul devant les prisons militaires, de Taayush¹... sont quasi quotidiennes : «Combien d'enfants palestiniens avez-vous tués aujourd'hui ?», «L'occupation nous tue», «Paix, oui, occupation non», «Arrêt de l'occupation». Il s'y mêle souvent des Palestiniens citoyens d'Israël ou résidents de Jérusalem et des «internationaux», ces citoyens de tous les pays (surtout d'Europe) qui sont venus témoigner leur solidarité avec les Palestiniens et les forces de paix israéliennes.

Ces Israéliens sont déterminés et convaincus. Mais le gouvernement d'union nationale continue sa politique d'expansion territoriale avec agression tous azimuts des Palestiniens, assassinats et harcèlements dans la vie quotidienne (en particulier par les barrages et les couvre-feu), construction de nouvelles colonies et de routes de contournement, et de routes de contournement des routes de contournement, ce qui nécessite encore arrachage de plantations et destruction de maisons palestiniennes.

C'est que, si les organisations du Camp de la paix sont multiples et diverses et leurs militants les plus engagés courageux et résolus, ceux-ci sont bien peu nombreux et bien isolés dans leur société. Ils sont montrés du doigt, insultés, voire menacés de mort, poursuivis en justice ou menacés de poursuites ; c'est par exemple le cas aujourd'hui des militants de Gush Shalom qui sont depuis deux semaines l'objet d'un véritable lynchage médiatique avec insultes majeures, calomnies, menaces. Pourquoi ? Parce que, à la suite d'un colloque qu'il avait organisé il y a quelques mois sur les crimes de guerre et compte tenu de l'entrée en vigueur de la Cour pénale internationale le 1er juillet dernier (dont Israël n'est pas partie prenante), Gush Shalom a écrit à des officiers pour attirer leur attention sur la qualification de certains actes en temps de guerre et les mettre en garde contre les poursuites par la justice internationale auxquelles ils seraient tôt ou tard exposés en dehors d'Israël s'ils commettaient des actes qualifiés de crimes de guerre.

Si nous nous plaçons du côté du Palestinien de la rue, que voit-il de ce Camp de la paix israélien ? Il constate que l'opération Remparts a eu lieu dans un silence quasi général côté israélien. Face à une agression sauvage, sans précédent dans les villes autonomes de Cisjordanie, de toutes les infrastructures administratives, sanitaires et sociales palestiniennes, devant des assassinats de populations civiles, les actions de protestation des Israéliens du Camp de la paix n'ont pas connu de poussée qualitative ; rien à voir avec les grandes manifestations des années 80. Certes il y a eu des manifestations quasi quotidiennes regroupant quelques centaines de personnes (quelques milliers le 3 avril au barrage d'El-Ram vers Ramallah dont une majorité de Palestiniens d'Israël et de Jérusalem et plusieurs centaines d'internationaux), des prises de position très claires, des dénonciations fermes fondées sur le droit international. Mais, dans ces moments terribles, les Palestiniens n'ont vraiment pas vu d'Israéliens. A une ou

deux exceptions près, seuls des étrangers (les «internationaux») se sont trouvés à leurs côtés. Les Israéliens civils n'avaient pas le droit de passer les barrages et les Israéliens sont très légalistes (beaucoup plus que leurs dirigeants !) et, pour être crédibles, les militants du Camp de la paix tiennent à rester dans le cadre de la loi (ce qui ne leur épargne pas d'être poursuivis, voire incarcérés pendant quelque temps). Cet aspect ne peut pas nous échapper quand nous abordons aujourd'hui la question du Camp de la paix israélien et on peut essayer de comprendre ce qui se passe, peut-être en remontant un peu son histoire.

Avant même la création de l'Etat d'Israël, des voix avaient préconisé l'entente judéo-arabe. Ainsi Alain Gresh, dans son dernier livre², note: *«La Ligue pour le rapprochement judéo-arabe, soutenue notamment par Hachomer Hatzair, un parti d'extrême gauche qui s'appuie sur une puissante fédération de kibboutz, préconise "la construction de la Palestine comme patrie commune du peuple juif y retournant et du peuple arabe y résidant [et qui] doit être fondé sur une compréhension et un accord mutuel durables"»* *«Les communistes anti-sionistes (...) refusent et la partition et la domination d'un groupe sur l'autre. Ces combats témoignaient qu'il existait – et qu'il existe encore – des courants refusant courageusement la logique du "eux et nous"»*.

Mais à partir de la création de l'Etat d'Israël, le consensus a été total pendant près de 20 ans. Les Palestiniens sont devenus transparents aux Israéliens nouveaux. L'urgent était pour eux d'asseoir leur Etat tout neuf et d'y forger une société nouvelle, contre la volonté des Etats arabes voisins. Le conflit était alors israélo-arabe. Les choses ont commencé à bouger et les Palestiniens à être visibles avec la création par les Etats arabes de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) en 1964. La guerre de 1967 dite «des Six-Jours» a tout fait basculer avec l'occupation par Israël de toute l'ancienne Palestine et au-delà. Le Parti El Fath a pris la tête de l'OLP, l'a rendu indépendant des Etats arabes et a transformé réellement le conflit israélo-arabe en un conflit israélo-palestinien.

Dès après la guerre des Six-Jours, des voix se sont élevées pour dénoncer la dérive colonialiste de l'Etat d'Israël. Nahum Goldmann, président du Congrès juif mondial et sioniste convaincu, le professeur Yechayahou Leibovitz, le général Mattityahu (dit Matti) Peled, le journaliste Uri Avnery et d'autres ont prôné un rapprochement israélo-arabe, la reconnaissance du peuple palestinien et de sa direction, l'OLP,

et la création de l'Etat palestinien à côté de l'Etat d'Israël.

Qui dit Camp de la paix dit volonté de paix. Etre du Camp de la paix c'est d'abord comprendre pourquoi on est en guerre, c'est reconnaître l'adversaire, l'ennemi, celui que l'on combat et qui vous combat. C'est connaître ses motivations. Au moment de faire la paix avec lui, pour que cette paix soit réelle et durable, il faut obligatoirement le respecter, accepter de reconnaître ses droits et envisager de discuter avec lui avec la volonté réelle d'aboutir à un compromis. C'est pourquoi la naissance du Camp de la paix date de contacts d'Israéliens avec des responsables de l'OLP³.

Les premiers contacts avec des dirigeants de l'OLP ont été établis par l'extrême gauche anti-sioniste israélienne dès 1969 (le Matzpen), mais ceux-ci n'avaient aucune chance de convaincre l'opinion israélienne. Au contraire, ils pouvaient conforter les Israéliens dans l'idée que les Palestiniens voulaient la disparition d'Israël puisqu'ils ne parlaient qu'à des anti-sionistes. Les premiers Israéliens qui ont répondu positivement, en tant que sionistes, aux tentatives de contacts de représentants de l'OLP, et qui les ont rencontrés (grâce à la médiation de personnalités et de militants extérieurs, comme Henri Curiel et ses amis) sont ceux qui avaient constitué le Conseil israélien pour la paix israélo-palestinienne (CIPIP). Cette organisation a été fondée en janvier 1976 à la suite d'un manifeste publié par le *Jerusalem Post* en décembre 1975 par un groupe de personnalités comprenant notamment Uri Avnery, le général Matti Peled qui en fut le président et Jacob Arnon⁴. Les personnalités du CIPIP ne pouvaient pas être accusées par les Israéliens de vouloir la disparition d'Israël comme Etat juif. Elles s'étaient battues pour lui. Côté arabe et côté palestinien et au plan international, le fait que de telles personnes luttent pour le retrait des territoires occupés et pour la création d'un Etat palestinien, même s'il suscitait la méfiance des plus radicaux, faisait espérer une possibilité d'évolution de l'opinion israélienne. Le journal *Jeune Afrique* a publié une interview de Matti Peled dans son numéro du 10 décembre 1980. Voici comment il présente le personnage : *«Un général qui milite pour la paix est une chose suffisamment rare pour que l'on s'y arrête. Si, en outre, ce général est israélien, il ne s'agit pas d'une simple curiosité mais d'un phénomène politique. Si, enfin, le général en question est considéré comme un héros de la guerre des Six-Jours, force est de reconnaître que la conversion des concitoyens de Menahem Begin à la paix n'est peut-être pas un vœu pieux»*. Présentant également un entretien avec lui, la *Presse Nouvelle*,

hebdomadaire français qui se définit comme magazine progressiste juif, le présente comme «*un des représentants les plus autorisés de cette gauche israélienne authentique en lutte pour le dialogue Israël-OLP*».

En 1977, pour la première fois depuis la création de l'Etat d'Israël, les travaillistes perdent les élections et la droite arrive au pouvoir avec Menahem Begin. Le 7 mars, un groupe d'officiers de réserve adresse une lettre ouverte au Premier ministre disant notamment : «*(...) Un gouvernement qui préférerait l'Etat d'Israël dans les frontières du Grand Israël à un Etat qui vive en bon voisinage nous obligerait à faire de sérieuses remises en question (...)*». Le 1er avril, une grande manifestation de 10 000 personnes donne naissance au mouvement «*La Paix Maintenant*» (*Shalom Akhchav* en hébreu).

En 1982, la mobilisation contre la guerre au Liban est massive. Une pétition parue dans le journal *Ha'aretz* recueille plus de 3 500 signatures. Ses initiateurs vont créer un Comité contre la guerre au Liban. Conférence de presse le 23 juin. Manifestation le samedi 26 juin : 20 000 personnes. Le 3 juillet, nouvelle manifestation à Tel-Aviv à laquelle appelle entre autres La Paix maintenant : 100 000 personnes. C'est une mobilisation sans précédent. Le 9 juillet, le journal *Hahire* publie un appel lancé par un certain nombre d'officiers et de soldats qui commence par «*Yesh Gvoul*» (en français : «*il y a une limite*» ou «*il y a une frontière*») qui donnera son nom à un mouvement de refus de servir en dehors d'Israël dans des actions offensives et non défensives. Ce mouvement existe toujours et est très actif.

L'importance des manifestations est évidemment un reflet de l'état de l'opinion israélienne. Mais les tâches d'information et de réflexion des militants de la paix sont essentielles pour essayer de contrer les mensonges des dirigeants. Je ne peux pas résister à la tentation de reproduire quelques extraits des propos recueillis par Claire Etcherelli auprès de Matti Peled en août 1982, après la guerre du Liban pour *Les Temps Modernes*⁵ : «*(...)Le gouvernement maintient que la guerre est un succès, que nous avons éliminé l'OLP alors qu'à l'étranger tout le monde sait que ce n'est pas vrai. (...) Pourtant en Israël on dit que l'OLP est éliminée ainsi que le danger terroriste. Le ressentiment contre la guerre atteint pourtant de grandes profondeurs.(...) Aujourd'hui le ressentiment, quand il s'exprime, vient d'une profonde révolusion morale (...). Les exemples sont nombreux (...)* Depuis la guerre de 1967, on avait graduellement accepté en Israël le fait que notre politique n'était pas nécessairement morale. Nous avons depuis quinze ans pris leurs terres aux Palestiniens sans raisons, cela a été accepté. Depuis quelques années, des Palestiniens sont tués ou blessés et ces crimes, souvent,

restent impunis, la police ne recherchant même pas les coupables. Cela aussi a été accepté. Ainsi, la situation s'est constamment détériorée parce que les gens se rendaient compte qu'ils pouvaient soutenir une politique immorale. Je pense que nous arrivons aujourd'hui à la fin de cette acceptation. Les gens croient de nouveau que la politique d'un Etat doit avoir une base morale, et ils protestent parce qu'ils voient la destruction de cette base.(...)». Et, plus loin, dans la même interview : «(...) les combattants de l'OLP ont quitté Beyrouth mais ils ont laissé leurs familles derrière eux, et nous savons tous que la population de Beyrouth-ouest vit dans l'appréhension que, une fois la force multinationale retirée, elle ne soit massacrée par les Phalangistes. (...) J'imagine parfaitement que, d'ici un mois ou deux, un tel massacre puisse se produire, et qu'alors personne à l'OLP ne pourra proposer une ligne modérée.(...) Mais cela est aussi du ressort de la communauté internationale, et j'espère qu'à la fin du mois, lorsque la force multinationale se sera retirée, une autre solution sera trouvée pour protéger les (...) familles de combattants, et les empêcher d'être assassinées». C'était il y a 22 ans, un mois avant les massacres de Sabra et Chatila. Claire Etcherelli rencontra de nouveau le général Peled le 29 septembre ; il terminait ainsi son propos : «Tous ceux qui peuvent contribuer à accélérer la solution du problème palestinien devraient se mettre à l'œuvre, parce que si Arafat doit abandonner la direction de l'OLP, nous risquons d'assister à la résurgence d'un terrorisme dur et persistant (...)»⁶.

En Israël, le peuple était descendu dans la rue le 26 septembre – les chiffres avancés vont jusqu'à 400 000 manifestants – pour se désolidariser de ce qu'avait fait son gouvernement dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila au Liban. «Nous ne pouvons pas être complices de ce massacre» crient-ils. Cette mobilisation exceptionnelle était à l'évidence due au fait que le parti travailliste avait appelé à manifester et avait engagé des moyens pour cela, et il avait entraîné la puissante centrale syndicale la Histadrout.

Décembre 1987, l'Intifada. «En Israël même grandit la conscience que l'on ne peut pas continuer impunément à diriger la Cisjordanie et Gaza. Les plus conscients rappellent la formule de Marx : un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre»⁷.

Le 30 décembre 1989 enfin, une grande chaîne humaine de plus de 10 000 manifestants (on parle même de 30 000), appelée par diverses organisations du Camp de la paix dont La Paix Maintenant, autour des murailles de la vieille ville de Jérusalem, bien que sauvagement réprimée à la fin par la police montée et les unités motorisées (il y aurait eu 60 blessés) a laissé à nombre de ses participants, israéliens,

palestiniens de Jérusalem et étrangers, un souvenir plein d'espoir⁸.

Pourtant, dans les années 90, la société israélienne a connu une énorme mutation⁹. D'abord la guerre du Golfe a donné au gouvernement le prétexte de mettre en place une politique de «bouclage»¹⁰. L'arrivée d'un million d'immigrants russes, les accords d'Oslo et le remarquable coup de fouet qu'ils ont donnés à l'économie israélienne en même temps que le découpage du territoire palestinien en quatre zones complètement séparées les unes des autres désarticulaient toute la vie palestinienne. Une partie de la société israélienne s'abandonne à la consommation pendant que les inégalités se creusent et que les rancœurs augmentent. Puis l'assassinat du Premier ministre par un extrémiste religieux et surtout la réaction de la gauche à cet assassinat consacrent la victoire des forces de droite et des groupes religieux. La religion est désormais omniprésente dans la société et même les militants du Camp de la paix se sentent obligés de s'y référer dans leurs actions de communication.

Reprenons dans l'ordre : quand les travaillistes sont revenus au pouvoir en 1992, La Paix Maintenant s'est trouvée quelque peu paralysée. A la suite d'une protestation spontanée d'Israéliens juifs et arabes contre l'expulsion du pays de 415 militants islamiques, quand il est apparu que les groupes pacifistes de sensibilité à majorité travailliste ne voulaient pas s'opposer aux mesures répressives prises par le nouveau gouvernement travailliste de Yitzhak Rabin contre les Palestiniens, Gush Shalom a été créé (en 1993).

La signature des accords d'Oslo par le gouvernement travailliste de Yitzhak Rabin après une Intifada de 6 ans a entraîné la démobilisation des militants de La Paix Maintenant qui considéraient leur objectif atteint. On a alors parlé d'un effondrement du Camp de la paix.

C'est pourquoi aujourd'hui on parle d'un renouveau de ce Camp de la paix, surtout après la grande manifestation du 11 mai dernier qui a fait descendre dans la rue à Tel-Aviv plusieurs dizaines de milliers de personnes et la création, à l'initiative de La Paix Maintenant, de la Coalition israélo-palestinienne pour la Paix¹¹. Mais on aura mesuré, par comparaison avec l'espoir suscité dans les années 80, que le peuple palestinien peut être un peu amer. Pendant des mois, les contacts ont été, à quelques exceptions près, rompus entre organisations palestiniennes et israéliennes, ou au moins très distendus. Et la confusion qui règne entre Israéliens en ce qui concerne l'histoire de la région et les objectifs de la paix est extrême et n'est pas pour rien dans les difficultés du Camp de la paix : la place du religieux dans l'Etat, les

versions historiques du conflit, les notions de nation juive ou de nation israélienne, les opinions sur la nature du sionisme et son objectif (création d'un Etat juif ou création de cet Etat sur toute la Palestine mandataire), le sionisme et le post-sionisme, la séparation d'avec les Palestiniens ou la coopération avec eux, l'identité orientale ou européenne d'Israël, sont des débats qui ne cessent d'alimenter les réflexions. Pour les personnes extérieures – ni israéliennes, ni palestiniennes, ni juives ni arabes ou au moins qui ne se définissent pas comme telles – qui veulent réellement qu'une solution soit trouvée à ce conflit interminable et sanglant, ces débats ne sont pas vraiment les leurs. Mais elles doivent savoir qu'ils existent si elles cherchent à comprendre ce qu'est le Camp de la paix et surtout quels peuvent être ses modes d'action.

La configuration politique israélienne actuelle (gouvernement d'union nationale qui démontre chaque jour son objectif guerrier, forces armées gangrenées par les éléments les plus fanatiques de la société, lieux de pouvoir et médias de plus en plus sous contrôle¹², opinion publique déboussolée), face à un peuple palestinien privé de toutes ses infrastructures et de la plus grande partie de ses dirigeants pourchassés ou harcelés, dans un contexte de croisade anti-terroriste mondiale alors que des attentats-suicides palestiniens sanglants sont perpétrés à l'intérieur même de l'Etat d'Israël, rend la tâche des militants du Camp de la paix de plus en plus difficile et de plus en plus dangereuse. Pourtant leur action est essentielle pour la paix dans la région, pour les relations futures entre Israéliens et Palestiniens, donc pour l'avenir d'Israël et finalement au-delà pour la paix dans le monde. Car ce sont eux qui continueront d'informer l'opinion israélienne encore capable d'entendre autre chose qu'un discours de peur et éventuellement de l'infléchir. Ils sont le rempart contre la dérive qui est en train de se produire tendant à faire de ce conflit un conflit inter-religieux et inter-ethnique, dérive qui pourrait bien avoir des répercussions très graves dans l'ensemble du monde où se côtoient juifs et Arabes, à commencer par la France. Le soutien sans faille à leur action est donc plus que jamais nécessaire.

Mais la situation même du Camp de la paix, son échec à faire bouger la société israélienne dans le sens de la compréhension de l'autre, est un indicateur très clair que la paix dans la région ne viendra pas des Israéliens s'ils n'y sont contraints. On ne peut pas laisser face à face les Israéliens et les Palestiniens, ni se contenter des Etats-Unis comme

seul médiateur, ce qui revient à déséquilibrer encore davantage le rapport de forces. Le Camp de la paix a besoin des «internationaux» sur place. Plusieurs de ses responsables le disent actuellement. Il a besoin du soutien des citoyens de tous les pays au plan international. C'est pourquoi une forte activité d'information est actuellement développée par les mêmes La Paix Maintenant, Gush Shalom et AIC mais aussi par la Coalition des femmes pour la paix, les Rabbins pour les droits de l'homme, les organisations de défense des droits humains, les mouvements de «refuzniks», le comité contre les démolitions des maisons, et d'autres, au moyen de messages internet largement diffusés mais aussi de déplacements de leurs militants les plus actifs en Europe et aux Etats-Unis, voire de création d'associations de soutien, pour que tous ensemble, ceux du Camp de la paix en Israël, les Palestiniens, et ceux qui les soutiennent à travers le monde, ils réclament l'application des résolutions de l'ONU et l'implication réelle et engagée de la communauté internationale pour imposer les conditions d'une négociation qui conduira à une paix réelle et durable.

Sylviane de Wangen a longtemps travaillé pour l'association France Terre d'Asile. Elle est actuellement membre du comité de rédaction de la revue Pour la Palestine de l'Association France Palestine Solidarité (A.F.P.S.) et collabore également à la revue du Comité de Vigilance pour une Paix réelle au Proche-Orient (C.V.P.R.)

Notes :

1. Lire l'article qui lui est consacré dans *Pour la Palestine, bimestriel de l'AFPS*, n° 35, juillet-août 2002.
2. Israël-Palestine : vérités sur un conflit, *Fayard* 2001.
3. Un article de Bernard Ravenel : «Notes sur la préhistoire – dramatique – du dialogue israélo-palestinien» publié dans le dossier spécial de la revue *Alerte atomique du premier trimestre 1992 (épuisé)* relate ces premiers contacts. Voir aussi «Les relations secrètes israélo-palestiniennes» de Pierre Bayle, éditions Balland, 1983.
4. Les premiers contacts ont eu lieu à Londres entre Saïd Hammami et Uri Avnery puis se sont prolongés régulièrement avec Issam Sartau. Le 20 juillet 1982 le général Peled et le Dr Issam Sartau, représentant de l'OLP à Paris, donnaient une conférence de presse commune au cours de laquelle ils faisaient une déclaration conjointe demandant la levée du siège de Beyrouth et la protection des prisonniers palestiniens détenus par Israël au Liban. Voir la relation qui est faite de ces contacts entre 1974 et 1982 dans le livre d'Uri Avnery en version française : *Mon frère, l'ennemi*, éditions du Scribe, éditions Liana Levy, Paris 1986.
5. *Les Temps Modernes*, n° 436, novembre 1982.
6. Même article des *Temps Modernes*.
7. Alain Gresh, Israël-Palestine, vérités sur un conflit.
8. *Didar Fawzy, Mémoires d'une militante communiste*, L'Harmattan 1997.
9. Cf. *Sur la frontière*, Michel Warschawski, Editions Stock, 2002. Lire aussi Dominique Vidal, «Troublante normalisation de la société israélienne», *Le Monde diplomatique*, mai 1996.

10. Michel Warschawski (Sur la frontière, cité plus haut) : «Le bouclage a commencé par l'un des processus de «nettoyage ethnique» les plus discrets qu'on ait connus ces dernières décennies : en quelques semaines, Tel-Aviv et ses environs se sont vidés de quelque 20.000 travailleurs palestiniens, en majorité de Gaza (...)».

11. Créée l'année dernière, à l'initiative de La Paix Maintenant, elle regroupe des personnalités israéliennes et palestiniennes et a lancé un appel que l'on peut encore signer. A l'occasion d'une réunion à un barrage routier en Cisjordanie le 18 août 2002, Yossi Beilin a dit en anglais aux journalistes que la réunion était destinée à dénoncer «toutes les formes de violences, toutes les formes de terrorisme - et ne rien justifier, ni les attentats suicides, ni les représailles». Parlant au nom du côté palestinien, Yasser Abed Rabbo, ministre palestinien de l'Information, a dit : «Nous nous sentons encouragés par les voix courageuses qui s'élèvent depuis Israël... il y a une chance pour la paix».

12. A ce propos, citons ce que disait le professeur Yechayahou Leibovitz dans une interview publiée par le quotidien italien Il Manifesto en 1991 et reproduite dans le dossier spécial d'Alerte atomique du 1er trimestre 1992 : «(...) Israël n'est pas encore un Etat fasciste mais il va dans cette direction. Ceci est inévitable s'il continue à fonctionner comme un organisme de domination violente d'un autre peuple(...)».

Sylviane de Wangen et Bernard Ravenel vont publier, dans la collection **Les Cahiers de Confluences** aux éditions L'Harmattan, *La Chronique d'un pacifiste israélien pendant l'Intifada, septembre 2000 – septembre 2002* d'Ury Avnery. Sortie prévu courant octobre 2002.